

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Libye

Dossier annexe

N° 13 du 14.04.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libyens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Robert Bibeau : MASSACRES EN CÔTE D'IVOIRE « LIBÉRÉE » PAR SES NÉO-COLONISATEURS

Ils avaient cru (l'ONU et Sarkozy) qu'il suffirait de pointer du doigt celui qu'ils ne voulaient pas pour qu'aussitôt il s'éclipse et s'enfonce dans la forêt pour mourir en paix. Mais l'ex-thuriféraire ne l'a pas entendu de cette manière; il avait bien servi ses maîtres, croyait-il, pourquoi être soudain répudié de façon si cavalière ? Et le roitelet défait de s'accrocher à son trône, surtout que les premiers rapports des observateurs africains le donnaient gagnant, le « roi Gbagbo ». C'est que les maîtres néo-coloniaux n'avaient pas révisé la copie de l'observateur Mbeki. Cela fait, le rapport était d'une toute autre teneur : le « bon » gagnant était désigné, alors que le « mauvais » perdant était accusé. Ce que M. Gbagbo ne savait pas, c'est que les trucs et les astuces qui l'avaient fait président pouvaient servir tout autant à son congédiement (1).

Les seigneurs occidentaux se croient toujours maîtres de l'Afrique, ce continent exsangue, extorqué, saigné à blanc - par les capitalistes blancs - depuis les temps négriers jusqu'aux jours d'aujourd'hui. De leurs décrets ils commandent qui sera élu et qui sera battu aux élections « démocratiques » truquées. S'il faut quelques entorses à la vérité, qu'à cela ne tienne ! C'est pour le bien de ces pestiférés africains, ont-ils déclaré, hilares. Pauvre Afrique, toujours soumise à ces intrigues malodorantes que l'on nomme « les Droits de l'homme...blanc » ! À quand le droit des Africains de gérer leur territoire, leur économie et d'élire qui bon leur semble ?

Mais si, moi citoyen français, je n'ai pas le droit d'élire qui bon me semble et de renverser mes exploiters par les urnes ou par ma révolte, pourquoi imaginer que ce droit soit accordé à l'africain ? « Tu as raison, mon frère noir, il n'y a aucun motif que sous ce système impérialiste où l'on ploie, toi et moi, j'aie des droits que tu n'as pas. Les riches noirs, blancs, jaunes ont tous les droits, les autres n'ont que leur force de travail à vendre et leurs chaînes à perdre. ».

Mais Sarko ne rigole pas et nous verrons pourquoi : il joue sa peau Sarkozy, alors s'il faut « broyer du noir » pour se maintenir au pouvoir, quelques milliers de sacrifiés ce ne sera pas cher payer pour ce négrier recyclé.

Laurent Gbagbo, d'abord déclaré vainqueur puis perdant des élections ivoiriennes, aura résisté le temps de prendre la mesure de ses maîtres. Difficile pour lui d'accepter l'annonce « qu'il a fait son temps », et que son remplaçant, plus soumis, plus sadique, sera le nouveau président élu par la « communauté internationale ». Bien entendu que ses sbires et ses mercenaires libériens en font trop, massacrent trop, mutilent trop, mais tout cela la « communauté internationale » des riches et des puissants l'oubliera vite, même que quelques charniers pourront être cachés ou attribués au perdant. L'important c'est que l'homme choisi soit assis sur le trône pour le temps qu'il lui reste. Aucune illusion n'est permise, le précédent était un fier démocrate puis il devint un tortionnaire ; le tout récent héros vivra le même scénario : le sauveur Ouattara sera considéré parjure le jour où il manifesterait d'indécents velléités d'indépendance. Ainsi va la vie en néo-colonie!

La vertueuse « communauté internationale » accepte que la passation des pouvoirs s'accompagne du massacre

des fidèles de Gbagbo en attendant l'épuration qui va suivre. Vous vous rappelez le Rwanda. Beaucoup ont cru que tout cela était survenu par la faute du barbarisme de ces noirs sauvages, c'est qu'ils n'avaient pas repéré, se dissimulant derrière les pions noirs, les barbares maîtres blancs bien instruits des techniques de génocide, une spécialité de la maison « Les riches d'Occident, service sur commande et livraison armée » sur les lieux de la tragédie.

Des éléments de la gauche française, toujours disposés à mystifier les choses, prétendent que : « Ce sont les Nations Unies et la France qui doivent répondre de la situation en Côte-d'Ivoire : elles ont échoué dans le désarmement et dans la pacification du pays ainsi que dans l'organisation d'élections libres et transparentes et maintenant elles sèment la haine et la zizanie entre les parties ».

Quelles billevesées ! De quel droit la France et les Nations Unies se sont-elles ingérées dans les affaires internes de la Côte-d'Ivoire à l'encontre de la Charte de l'ONU et de la volonté de la population ivoirienne ? Depuis quand les fauteurs de guerre ont-ils pour mission de pacifier un pays ? Depuis quand les vendeurs d'armes ont-ils pour mission de désarmer les belligérants ?

Quelle attitude néocoloniale ce gauchiste promet-il envers le peuple souverain de la Côte-d'Ivoire ? Que font ces gauchistes ? Ils pleurent parce qu'un chacal à qui on avait confié le mandat de « désarmer » et de le « pacifier » puis d'organiser des élections « démocratiques bourgeoises libres » a mené son mandat à terme. En effet, une faction a refusé de désarmer voyant qu'elle serait la première sacrifiée (Gbagbo et consorts). Après avoir accepté de jouer le jeu de la fraude électorale, cette faction a découvert que l'on truquait les résultats mais, cette fois, en faveur de l'autre candidat. Laurent Gbagbo a donc répudié cette fraude démocratique bourgeoise puisqu'elle ne tournait pas à son avantage.

L'autre faction, désignée gagnante par la France (Ouattara et consorts), a aussitôt bombé le torse et demandé à ses maîtres de punir le récalcitrant qui refusait de se laisser écarté alors que le parrain des malfrats lui signifiait de s'en aller. Les deux gangs de truands se sont donc affrontés. Celui qui bénéficiait de l'appui du parrain étranger l'a emporté. La « société civile ivoirienne » a bien peu à voir dans cette histoire d'un chef de bande remplacé par un autre chef de bande tout aussi malhonnête et vicieux mais d'allure plus moderne, et plus soumise ce pourquoi il a été désigné. Et la gauche de s'empêtrer davantage dans ses analyses stéréotypées, éculées. Ainsi, alors que Sarko se comporte comme le chef d'une puissance impérialiste en déclin, au plus grand plaisir de sa classe capitaliste monopoliste nationaliste française, et qu'il intervient en Côte-d'Ivoire et en Libye de sa propre initiative pour défendre les quelques néo-colonies qu'il lui reste, tout cela en forçant quelque peu la main de son consort et concurrent américain, voilà qu'à gauche on lui ressert l'histoire du grand frère américain et du vassal parisien :

« La France officielle, sous influence étasunienne, a donc choisi la fuite en avant dans l'agression d'un pays souverain en proie à une guerre civile qu'elle a directement contribué à activer, à travers une politique néo-coloniale et partisane développée depuis bien des années. La crise ivoirienne n'est pas récente. Elle est particulièrement complexe et l'actuelle question de l'élection présidentielle contestée n'y représente qu'une étape, dans un pays coupé en deux camps. Entre ces deux camps, les États-Unis ont choisi en fonction de leurs démarches stratégiques, celui qu'avec leurs supplétifs", soutiennent-ils.

Messieurs, mesdames de la gauche parisienne, il n'y avait pas d'élection présidentielle contestée en Côte-d'Ivoire, il y a des impérialistes qui ont soufflé à l'oreille de leur poulain (Ouattara) qu'il devrait contester l'élection, ce qui leur fournirait le prétexte d'intervenir et de l'imposer au pays tout entier. Messieurs de la gauche Vous accédez les mensonges de votre président, en êtes-vous conscients ?

Sachez que Sarkozy a capitulé, l'excité de l'Élysée s'est enfin rangé. Il a congédié son ministre des Affaires étrangères atlantiste-socialiste Kouchner et a rendu à la faction chiraquienne de son parti le pouvoir qui lui revenait de droit (Juppé le martyr chiraquien). Sarkozy s'est réconcilié avec l'autre moitié de son parti et mène ces guerres d'agression coloniale en Libye et en Côte-d'Ivoire afin de défendre les intérêts de la classe impérialiste française.

Messieurs dames de la gauche française, ce n'est pas Obama votre premier ennemi mais bien l'excité de l'Élysée et la classe dégénérée qui l'a engendré. Mais comment aux prochaines élections présidentielles françaises truquées parviendrez-vous à châtier le chacal de l'UMP sans pour autant laisser se faufiler le loup « socialiste » du FMI ? Néo-colonialistes français, hors de Côte-d'Ivoire !

(1) <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=24198>

[robertbibeau@hotmail.com](mailto:robertbibeau@hotmail.com)

10.04.2011

<http://www.robertbibeau.ca/palestine3.html>

---

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

## Déclaration de l'ACTUS/prpe sur la situation en Côte d'Ivoire.

Pourquoi la France veut-elle abattre le président insoumis, Laurent Gbagbo

L'ACTUS/prpe suit avec une attention particulière l'évolution de la situation politique en Côte-d'Ivoire depuis le coup d'état avorté de l'impérialisme français en 2002 contre le Président Laurent Gbagbo.

L'échec du putsch d'alors était dû au soutien massif, populaire et notamment à celui des jeunes patriotes dirigés par Charles Blé Goudé, qui ont bravé les troupes françaises basées dans le pays.

La partition de facto du pays en deux : le Nord sous contrôle des putschistes et le Sud sous administration légitime et légale du Président Laurent Gbagbo.

Dix années plus tard, la rancœur tenace de l'impérialisme international et français en particulier, est revenue à la charge afin d'imposer à la présidence de Côte-d'Ivoire, leur poulain, en l'occurrence Monsieur Alassane Dramane Ouattara (surnommé ADO par ses partisans) après le deuxième tour de l'élection présidentielle du 28 novembre 2008.

Si les prétendus démocrates en occident et si les membres de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) étaient impartiaux et soucieux d'instaurer une véritable démocratie en Côte d'Ivoire, alors comment expliquer leurs criminelles accointances avec les putschistes du Nord depuis septembre 2002 en refusant de les désarmer avant les élections ? Dans ces conditions surréalistes, comment pourrait-on avoir une ombre de doute que les élections dans la partie septentrionale du pays serait opaque, falsifiée et irrégulière ?

Cette connivence de la France et de l'Onuci avec les putschistes du nord, préparerait déjà l'opinion internationale à ce coup d'état « démocratique et institutionnel » de la Commission Electorale Indépendante (CEI) qui voudrait imposer illégalement et illégitimement ADO, Président de la République de Côte d'Ivoire.

Pourquoi les Africains doivent-ils continuer à être humiliés en acceptant les coups d'états permanents de l'impérialisme français, la Françafrique 50 ans après les indépendances nominales ? Force n'est-il pas de constater que les criminels dictateurs à l'instar du tyran Déby au Tchad, soutenus par la France sont imposés aux peuples ?

Ces despotes du pré carré français d'Afrique sont au pouvoir depuis au moins 20 ans pour chacun d'eux, par la volonté impériale de la France. En revanche, elle vilipende les dirigeants ou candidats africains insoumis ou progressistes, soutenus par les peuples.

La nouvelle stratégie de l'hexagone consisterait à appeler en renfort l'ONU afin de procéder au sacre de leur valet, ADO. C'est le cas de la Côte-d'Ivoire ces derniers jours où le cynisme, et la forfaiture du droit de la force de l'impérialisme prime sur la force du droit national et international. 50 ans après les indépendances africaines, le néocolonialisme français n'a pas perdu de sa vigueur d'antan. Il a repris le haut du pavé.

Ce qui se passe en Côte-d'Ivoire est inédit, injuste, humiliant, déshonorant et criminel pour toute l'Afrique. Cela devrait interpeller tous les patriotes africains car quelles que soient nos divergences confessionnelles, politiques et idéologiques avec le régime du Président Laurent Gbagbo, il serait de notre devoir de combattre l'inacceptable et cette pensée unique que l'impérialisme occidental, au nom de l'esprit de la suprématie coloniale occidentale, voudrait imposer sa volonté au détriment des peuples de notre continent.

C'est dans cette optique de résistance de solidarité et de lutte pour les Etats-Unis d'Afrique indépendants, que notre Parti, ACTUS/prpe adresse sa solidarité militante et anti-impérialiste au Président Laurent Gbagbo et au peuple frère ivoirien. Nous tenons ici, à lui exprimer par ailleurs, nos félicitations pour sa réélection à la magistrature suprême du pays.

L'insoumis au néocolonialisme français, Laurent Gbagbo, fondateur du Front Patriotique Ivoirien (FPI) et membre de l'international socialiste a un passé militant bien rempli. Il fut l'opposant emblématique à l'ancien président Félix Houphouët-Boigny, un chantre de la Françafrique. Ce qui lui a valu des séjours en prison de mars 1971 à janvier 1973 puis en 1992. C'est aussi un intellectuel, Docteur en histoire de l'université de Paris1, Sorbonne, il était professeur d'histoire, directeur et chercheur à l'Institut d'histoire, d'art et d'archéologie africaine (IHAAA) d'Abidjan.

Le président Laurent Gbagbo est un patriote africain qui a au moins le mérite de résister au coup d'État militaire permanent de l'impérialisme français qui voudrait à tout prix imposer leurs hommes de la cuvée française, Henri Konan Bédié et Alassane Dramane Ouattara (ADO). Est-il besoin de rappeler le refus du Président Laurent Gbagbo de participer à la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire des indépendances africaines le 14 juillet dernier sur les champs Elysées aux côtés du Président Sarkozy ? Ce geste symbolique est lourd de signification et force l'admiration des patriotes africains à l'égard de l'insoumis Laurent Gbagbo. Cette giflette à la Françafrique vient s'ajouter aux autres actes d'indépendance, manifestés par le Président ivoirien, accroissant ainsi l'ire de l'ancienne puissance coloniale qui jure de se venger de ce Leader nègre récalcitrant en le « normalisant » ou à défaut le raccourcir.

Parmi ces actes d'insoumission, celui qui déclencha la guerre de la Françafrique contre le président légitime Laurent Gbagbo, fut l'ouverture du pays à la Chine populaire. En effet, la tentative échouée du coup d'état de septembre 2002, fomentée par les putschistes des Forces Nouvelles (FN) de Guillaume Soro, a eu lieu au lendemain de la décision du Gouvernement de l'insoumis président Laurent Gbagbo, de remettre en cause les énormes intérêts économiques français en Côte d'Ivoire dont particulièrement ceux du groupe Bolloré, un ami du président Sarkozy. Les marchés attribués exclusivement auparavant de gré à gré aux entreprises hexagonales

doivent dès lors être soumis à la libre concurrence des entreprises de la république populaire de Chine, qui connaissent une expansion fulgurante sur le continent africain ces dernières années.

Au nom de la liberté d'entreprendre, au nom de la libre concurrence du marché, au nom du néo-libéralisme ou du capitalisme... dont les puissances impérialistes se font le chantre, il est paradoxal de constater que ces dernières vont en guerre contre les entreprises chinoises qui gagnent les marchés internationaux régis par les lois capitalistes. La décision du gouvernement de Laurent Gbagbo de lancer les appels d'offres concurrentiels pour que le meilleur gagne mais aussi en défendant en partie les intérêts de la République de Côte d'Ivoire, est un crime de lèse-majesté pour l'impérialisme français.

Le complot impérialiste international contre le Président Laurent Gbagbo programmé et exécuté par la France et l'Onuci s'était traduit par l'adhésion à cette croisade des autres puissances impérialistes les USA et l'Union Européenne (UE), dès son introduction du projet de sanctions contre le président légitime Laurent Gbagbo au Conseil de sécurité le 3 décembre dernier. Tandis que d'autres pays comme la Russie, le Brésil, la Chine, le Mexique sont retissants à cette alliance anti-Gbagbo.

Selon le Ministre ivoirien des Affaires étrangères Placide Djédjé « C'est la France qui est derrière ce projet de résolution contre le gouvernement légitime du président Gbagbo » et de dénoncer « des fortes pressions exercées par la France sur les États africains » afin de s'aligner sur la position de l'hexagone. Cela démontre la dépendance des états africains à la puissance coloniale et notamment la vassalisation de nos dirigeants.

Depuis le vendredi 3 décembre 2010, il a fallu une semaine au Conseil de sécurité de l'ONU pour adopter un texte consensuel sur l'élection ivoirienne. En effet, la Russie, s'appuyant sur la résolution S/RES/1765 du Conseil de sécurité des Nations-Unis du 16 juillet 2007 réaffirmant, en son préambule, « Son ferme attachement au respect de la souveraineté, de l'indépendance... de la Côte d'Ivoire », La Russie déclare « l'Onu outrepassa sa mission en se substituant à la décision du Conseil constitutionnel ivoirien désignant Laurent Gbagbo président... ». Le texte commun du Conseil de sécurité adopté invite le président Laurent Gbagbo à quitter le pouvoir et le menaçant de sanctions ciblées s'il ne reconnaissait pas son rival Ouattara. Dans une lettre adressée au Président Laurent Gbagbo, le président américain Barack Obama « dit clairement que s'il fait le mauvais choix, (...) nous envisagerons d'éventuelles sanctions contre lui et d'autres, si besoin est », a déclaré le porte-parole du département d'Etat Philip Crowley. [Afp du 9 décembre 2010].

Le président américain a déclaré lors de sa visite au Ghana en 2009 que « l'Afrique n'a pas besoin d'Hommes forts, mais d'institutions solides ». En s'alignant sur la position revancharde anti-Gbagbo de la France, il affaiblit les institutions ivoiriennes en déniait l'existence du Conseil constitutionnel, instance suprême juridictionnelle de la Côte d'Ivoire, qui a proclamé Président de la république de Côte d'Ivoire l'insoumis Laurent Gbagbo.

Ceux qui espéraient voir la politique impérialiste des USA s'adoucir avec l'élection d'un noir, doivent déchanter. « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » selon Lénine, reste tenace quelle que soit la couleur, la religion ou la nationalité de l'individu qui partage cette idéologie. Au demeurant, il conviendrait de souligner que dans les pays capitalistes, ce sont les multinationales qui sponsorisent les élections présidentielles des candidats et l'accession à la magistrature suprême de leurs hommes.

Le lobby militaro-pétrolier a propulsé M. Georges Bush à la présidence des USA. Ce qui a pour conséquence l'occupation de l'Irak et sa destruction, le tout accompagné du pillage systématique de ses immenses ressources pétrolières.

L'anti-impérialisme est la plate forme minimale qui devrait guider tout activiste africain, car appliqué, il serait une contribution de tous ceux qui militent pour une Afrique progressiste, anti-impérialiste, unie et indépendante.

L'infantilisation permanente de notre continent par l'occident qui s'arroge le « Droit divin » de décider de nos institutions, de notre organisation politique, militaire, économique, culturelle... est insupportable. La crédulité de cette minorité d'Africains qui soutient les positions politiques de l'impérialisme est injustifiable voire une trahison pour l'avenir de notre continent.

Les gesticulations occidentales autour du prétendu respect du verdict des urnes (victoire d'ADO), leurs menaces contre le vrai vainqueur Laurent Gbagbo, cacheraient en réalité les visées à court, moyen et long terme pour défendre uniquement les intérêts des multinationales capitalistes.

La défense des dictateurs et leur maintien par la force au pouvoir par l'impérialisme ne donnent-ils pas suffisamment matière à réfléchir ?

Pour notre parti, ACTUS/prpe, le sacre du tyran Déby grâce aux nombreuses interventions militaires de l'impérialisme français contre les Forces de résistance depuis 20 ans, nous permet d'affirmer avec forte certitude le contraire de tout altruisme. Nous ne croyons plus aux leçons et discours lyriques sur la défense de la démocratie, des droits de l'homme que nous abreuvons les dirigeants politiques occidentaux. L'exemple du Tchad témoigne si besoin est, de l'hypocrisie, du déni de démocratie, de l'humiliation et du mépris total dont le peuple est victime. Le despote Déby est responsable de la mort de plus de 31 000 tchadiens selon les rapports des associations des droits de l'homme. Le 3 février 2008, il liquida physiquement le D' Ibni Oumar Mahamat Saleh, Leader de la CPDC, une coalition des partis politiques de l'opposition civile et démocratique. Ces crimes contre l'humanité n'ont soulevé à ce jour aucune compensation de la France et du président Sarkozy qui se mobilisent pour « sauver » la démocratie en Côte d'Ivoire.

La démocratie à géométrie variable de l'occident est une imposture contre les peuples africains. Elle épouse les contours fluctuants des seuls intérêts capitalistes, en sacrant présidents à vie de nos États, les dictateurs que l'Elysée a créés, soutient et maintient par la force des armes des troupes françaises basées sur le continent. L'impérialisme français use de tous les moyens et subterfuges afin d'imposer son valet ADO, président de la Côte d'Ivoire au détriment du vrai vainqueur, l'insoumis, Laurent Gbagbo. Quelle serait la réaction du peuple français si

les USA, l'Allemagne et l'ONU, s'immisciaient dans les dernières élections présidentielles françaises et imposaient par la force madame Ségolène Royal à la présidence de la république alors que Sarkozy était victorieux ? Monsieur Alassane Dramane Ouattara fut un ancien Vice président du FMI. Cette institution internationale est dominée par l'impérialisme capitaliste. Elle est à l'origine des mesures anti-sociales et criminelles, imposées aux peuples africains sous le vocable de programme d'ajustement structurel (PAS). Ce plan impose aux États des coupes sombres principalement dans les budgets sociaux des États (santé, éducation, agriculture, arrêt de subventions des produits alimentaires de première nécessité...), privatisation des secteurs clés de l'économie nationale (énergie, eau, transport,...) entraînant des millions de victimes. Compte tenu de ces crimes contre l'humanité du FMI, il est évident que les peuples ivoirien et africain ne sauraient apporter leur soutien à une haute personnalité de cette institution internationale et de surcroît actrice de ces mesures criminelles. Monsieur Alassane Ouattara, fut l'artisan des privatisations des entreprises nationales lorsqu'il était premier ministre du Président Houphouët Boigny. Ce bradage de l'économie nationale aux capitalistes occidentaux, mérite une récompense de la part des bénéficiaires. C'est ainsi que nous assistons ces derniers jours à un branle bas de combat et à une mobilisation générale du front impérialiste des pays du Nord, animé par la France contre le président Laurent Gbagbo afin d'imposer Monsieur ADO, président de la République de Côte d'Ivoire. Les violations manifestes des règles démocratiques et de bonnes conduites (souscrites par les deux candidats à la présidentielle) ont été observées chez Monsieur Alassane Dramane Ouattara. Fort du soutien et du plan des impérialistes, ce dernier avait déjà pris langue avec la presse internationale en clamant bruyamment sa victoire avec un score fantaisiste de 54,1% contre 45,9% au Président sortant Laurent Gbagbo. Cette annonce illégale fut faite avant même que la Commission électorale indépendante (CEI) ne proclame officiellement les résultats provisoires. Monsieur Alassane Dramane Ouattara s'était autoproclamé Président de la République de Côte d'Ivoire le 3 décembre 2010.

Avec délectation et partialité ahurissante, une certaine presse française a relayé en boucle ce mensonge qu'elle voudrait transformer en vérité et force de loi à l'opinion ivoirienne et internationale.

La loi électorale de la Côte d'Ivoire du 3 mars 2008, stipule dans son alinéa 2 que la CEI a un délai impératif de 3 jours pour informer le Président du Conseil constitutionnel, le représentant du Secrétaire Général de l'ONU, le représentant du Facilitateur... Alors que ce délai fut largement dépassé, le Président de la CEI, Monsieur Youssouf Bagayogo a tenu tout de même à proclamer président monsieur Alassane Dramane Ouattara en répétant mécaniquement les chiffres déjà martelés par ce dernier.

L'instance suprême des institutions ivoiriennes, en l'occurrence le Conseil constitutionnel, la seule habilitée à infirmer ou confirmer tous les résultats des votes, prend une décision capitale face à ce carnaval pour la fausse victoire d'ADO à l'hôtel du golfe. Par la voix de son Président, le Professeur Paul Yao N'Dré a annulé les votes dans sept départements du Nord, sous contrôle des ex-rebelles depuis 2002 et où le scrutin avait été frauduleux [AFP du 3 novembre 2010]. En effet, les nombreux témoignages des électeurs dans les régions septentrionales confirment la justesse de cette décision du Conseil constitutionnel : « À la télévision ivoirienne, des reportages donnaient la parole depuis le mardi 30 novembre à des électeurs de Laurent Gbagbo agressés et séquestrés dans le nord du pays le jour du vote. Au chevet d'un blessé, Charles Blé Goudé, un des proches de Laurent Gbagbo, expliquait à l'antenne que dans « mon village (du centre-ouest, NDLR), ceux qui ont voté Ouattara sont toujours en vie ». Le Secrétaire Général du FPI (Parti du Président Laurent Gbagbo), Monsieur Pascal Affi N'Guessan, enfonça le clou avec un brin d'humour caustique à propos de ce hold up électoral de Monsieur Alassane Dramane Ouattara : « Donne-t-on son diplôme à un élève dont on a les preuves qu'il a fraudé ? » [La croix du 03 novembre 2010]

Ce hold-up organisé par monsieur Ouattara dans le nord en terrorisant les partisans du président Laurent Gbagbo, a été confirmé par le fait que dans les régions favorables au candidat Laurent Gbagbo, son rival a pu battre campagne en toute quiétude et que ses partisans ont librement voté.

L'article 63 de la constitution de la république ivoirienne stipule : « Le résultat définitif de l'élection du président de la république est proclamé, après examen des réclamations éventuelles, par le Conseil constitutionnel et publié selon la procédure d'urgence ».

Le président du Conseil constitutionnel, le Professeur de Droit public, Monsieur Paul Yao N'Dré, a par conséquent invalidé les résultats fantaisistes proclamés par le candidat Ouattara. Après annulation des votes frauduleux des sept départements du Nord, le président du Conseil constitutionnel proclame dans la foulée la réélection à la présidence de la république de Côte d'Ivoire du Candidat Laurent Gbagbo avec 51,45% des suffrages, contre 48,55% à son rival ADO, le 3 décembre 2010.

Le peuple qui retenait son souffle depuis 3 jours, est en liesse tandis que les impérialistes et leur valet ADO font grise mine. La France a mis en alerte maximale ses réseaux afin de constituer un front international anti-Gbagbo. Le conseil de sécurité des Nations unies est saisi afin d'évincer le président légitime et légal, l'insoumis Laurent Gbagbo.

Les ennemis et rentiers de la guerre impérialiste de rapine en Côte d'Ivoire, vocifèrent en dénonçant la proximité du Président du Conseil constitutionnel le P<sup>r</sup> Paul Yao N'Dré avec le Président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo. Pourtant, ce dernier fut démocratiquement élu malgré les arsenaux colossaux : crimes, finances, corruptions, diplomatie, pressions, menaces,... déployés par son rival Ouattara.

Au demeurant, rappelons qu'en France, tous les présidents du Conseil Constitutionnel sont nommés par les présidents de la 5<sup>e</sup> république. En effet, Messieurs Robert Badinter et Roland Dumas socialistes et proches du Président Mitterrand, furent nommés par ce dernier respectivement du 5 mars 1986 au 5 mars 1995 et du 8 mars 1995 au 1<sup>er</sup> mars 2000, Monsieur Pierre Mazeaud fut nommé par le Président Chirac du 9 mars 2004 au 3 mars 2007 et enfin Monsieur Jean-Louis Debré nommé le 5 mars 2007 jusqu'en 2016 par le Président Sarkozy.

La constitution ivoirienne comme celle de la plupart des anciennes colonies françaises, sont une copie de la constitution de la 5<sup>e</sup> république française. Alors, pourquoi il n'y a jamais eu contestations ou recours des décisions prises par le Conseil constitutionnel en France ? Le peuple français accepterait-il que les USA, l'Allemagne et l'ONU, s'immiscent dans les affaires intérieures françaises en invalidant les décisions de leur Conseil constitutionnel ? Accepterait-il que la souveraineté de la France soit violée par des pays étrangers ? Les réponses seraient incontestablement NON ! Alors, pourquoi ne reconnaît-on pas au peuple ivoirien le droit de choisir librement son président par une décision du Conseil constitutionnel de leur État indépendant et souverain ? Les Africains seraient-ils des hommes immatures pour décider de leur destin sans ingérences et autres diktats des puissances coloniales et de l'impérialisme occidental ?

Ce mépris des peuples africains par les impérialistes qui voudraient tout régenter car le Noir serait un sous-homme, est un déni de démocratie, voire une certaine condescendance occidentale, avec en filigrane du racisme primaire dans le subconscient collectif. Cela est intolérable !

Le Conseil constitutionnel ivoirien aux yeux du droit de la France est illégitime et illégal. Pourquoi le peuple ivoirien souverain devrait-il accepter ce verdict et ultimatum du président Sarkozy qui fut le premier à féliciter et à reconnaître le hold-up électoral de monsieur ADO, autoproclamé président de la Côte d'Ivoire ?

La précipitation mécanique et déconcertante, sans retenue aucune, avec laquelle la France a félicité et a reconnu la fausse victoire concoctée dans les officines de la Françafrique, corrobore les visées de revanches de l'ancienne puissance coloniale contre le refus de soumission et la résistance du Président Laurent Gbagbo depuis près d'une décennie. Nous avons le devoir militant de ne pas laisser le président Laurent Gbagbo et ses camarades de la majorité présidentielle (LMP) seuls au front contre la France et ses alliés impérialistes. Un complot impérialiste international visant à déstabiliser la Côte d'Ivoire dirigée par le président insoumis Laurent Gbagbo se confirmerait. En effet, depuis le coup d'État de septembre 2002 qui a consacré la division du pays en deux entités différentes (Nord et Sud) sous l'œil bienveillant des troupes françaises de l'opération Licorne forte de 900 hommes, le plan s'accélère comme l'atteste la reconnaissance du président autoproclamé ADO par la France, l'ONU, le FMI, suivie en cascade par les USA, la Grande Bretagne et l'UE [AFP du 2 décembre 2010, Europe1 du 4 décembre 2010].

Le président Sarkozy à l'instar de son prédécesseur Chirac, est décidé à œuvrer pour l'éviction du pouvoir du président légal et légitime Laurent Gbagbo. C'est ainsi que lors de sa déclaration au premier jour de sa visite en Inde, il a réitéré son appel au Président Laurent Gbagbo à « respecter la volonté du peuple » et a réitérer plus tard son injonction déguisée au président Laurent Gbagbo dans sa conférence de presse toujours en Inde le 6 décembre en ces termes : « Je lui ai tenu le langage suivant : c'est à lui de choisir le rôle qu'il veut tenir dans l'Histoire. Il a organisé ces élections, elles se sont bien déroulées, aucune contestation n'est possible il doit maintenant laisser le pouvoir au président-élu, Alassane Ouattara »

Ce mépris des dirigeants africains insoumis est inacceptable alors que leurs alliés dictateurs sont maintenus des décennies à la tête de nos États. Le peuple français tolérerait-il une telle ingérence d'un président africain, asiatique ou latino-américain dans les affaires de l'hexagone ? Le président Sarkozy aurait-il oublié que le Conseil constitutionnel ivoirien à l'instar de celui de la France est la plus haute juridiction du pays ? et que, de plus, après sa décision aucun recours n'est possible ?

La Commission Electorale Indépendante(CEI) n'est qu'une simple structure administrative circonstancielle, chargée de gérer ponctuellement le déroulement des élections. Elle ne peut se prévaloir d'une quelconque primauté ou suprématie hiérarchique sur le Conseil constitutionnel, instance juridictionnelle suprême et pérenne. La CEI a proclamé des résultats frauduleux activement soutenus et relayés par le front impérialiste qui voudrait en découdre avec le président Laurent Gbagbo. La CEI a octroyé la victoire à la Pyrrhus au candidat ADO dans l'espoir d'usurper le légitime et légal fauteuil présidentiel du candidat Laurent Gbagbo. Cependant, la décision du Conseil constitutionnel d'invalider ces résultats et proclamant simultanément la victoire du candidat Gbagbo fait force de loi. Elle est exécutoire.

Toute disposition contraire à la décision du Conseil constitutionnel ivoirien est par conséquent illégale, illégitime et de nul effet. Les autorités légitimes de la Côte d'Ivoire ont le droit de faire respecter la loi par tous les moyens à ADO et sa bande qui sont d'intelligence avec les ennemis du pays, les puissances impérialistes. ADO et ses sponsors impérialistes sont dans l'illégalité absolue en foulant au pied les règles élémentaires démocratiques des institutions de la République de Côte d'Ivoire. Cela est un délit gravissime ! Les lois de la République doivent être appliquées impitoyablement dans leur plénitude à l'encontre des contrevenants. Un tel acte fort fera jurisprudence. Il servira de leçon aux valets de l'impérialisme et leurs maîtres. Les africains n'accepteront jamais le pacte colonial et donneront la riposte adéquate à toute tentative de recolonisation de notre continent.

Un autre cas de multiples violations dont le camp ADO s'était rendu coupable et excelle, c'est que les pseudos-résultats de la CEI ont été annoncés par son président Youssouf Bakayoko en présence d'invités triés sur le volet : les Ambassadeurs de France et des USA, de Young Jin Choi représentant du Secrétaire Général de l'ONU, du représentant spécial du facilitateur du Burkina Faso, les medias français. La presse nationale et les représentants de la majorité présidentielle de l'insoumis Gbagbo furent exclus.

De plus, ces résultats ne sont pas issus d'un consensus entre les membres de la CEI comme le prévoit le règlement de cette institution administrative. Cette annonce illégale et à la sauvette a eu lieu non pas au siège de la CEI comme il se doit, mais à l'hôtel du golf qui est aussi le QG de la campagne électorale du candidat Ouattara.

L'élection à la magistrature suprême devrait-elle être avilie et dépouillée de son caractère solennel par des usurpateurs à la solde des impérialistes ? Le peuple ivoirien et africain méritent plus de considération qu'un tel

minable et ridicule spectacle offert gratuitement et à satiété à l'opinion internationale. Cela jette l'opprobre sur leurs auteurs mais malheureusement humilie par ricochet l'Afrique dans son ensemble. Les impérialistes occidentaux ont réussi leur coup en ridiculisant l'Africain et d'avoir infantilisé Ouattara et sa bande. Les preuves incontestables des fraudes massives organisées par le candidat ADO avec la complicité de la France et l'Onuci, ont été rapportées par certains observateurs et témoignages. Cependant, les médias occidentaux partenaires de cette croisade anti Gbagbo ont fait systématiquement obstruction. La France en la personne du Président Sarkozy s'est transformée en « VRP du Candidat Ouattara sur le marché politique international ».

Afin d'étayer ces fraudes, nous citerons six (6) faits réels qui ne sont qu'une infime partie des preuves de hold-up électoraux massifs organisés par Ouattara et ses acolytes :

**1-** Contrairement à la complicité des observateurs de l'Onuci, qui sont aveugles et aphones face aux agissements frauduleux et criminels du groupe Ouattara, le Chef des experts électoraux africains, Monsieur Jean-Marie Ngondjiban Gangté a livré à la presse ivoirienne et internationale les conclusions de sa mission qui sont sans appel. C'est ainsi que nous avons appris que les élections ne répondaient pas aux normes des critères généralement admis pour les élections libres, transparentes et équitables. Des irrégularités majeures ont été relevées dans les villes de Korogo, Bouaké, Ségala, Tortia, Karango. Ce sont les vols des urnes, les refus du camp ADO d'accepter la présence des observateurs de la majorité présidentielle lors des dépouillements des urnes...

Ces constats accablants établis par une mission d'observateurs africains, n'ont jamais été relayés par une certaine presse bourgeoise partielle, normalisée et qui participe à la campagne du hold-up électoral planifié en faveur d'ADO par l'impérialisme international et la France en particulier.

Dans ce même registre de mépris racial envers l'Afrique et les noirs, un journaliste français renchérit à propos des Observateurs africains en des termes irrespectueux : « Observateurs sortis d'on ne sait où ». Et, pourtant, le groupe des experts électoraux africains est mandaté par l'Union Africaine et agréé par la CEI ivoirienne.

Le racisme contre les africains est solidement ancré dans certains esprits occidentaux. Le hold-up électoral impérialiste planifié devrait être exécuté avec succès quelle que soit la forme qu'il revêtira, comme en témoigne les déclarations de M. Young Jin Choi, représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU en Côte d'Ivoire :

« Même si toutes les plaintes du camp présidentiel étaient prises en compte, les résultats ne changeraient pas et le candidat Ouattara resterait le vainqueur de l'élection », a affirmé le responsable de l'ONU dans une intervention par vidéo conférence devant le Conseil de sécurité de l'ONU. [Atlas Info du 07.12..2010].

Les seuls commentaires les plus répandus dans les médias occidentaux au service de Ouattara et son groupe d'usurpateurs du pouvoir, demeurent la diabolisation de la majorité présidentielle et en particulier du président Gbagbo qualifié de dictateur. Ces mensonges grotesques ne sont que l'arbre qui cache la forêt. En effet, comment expliquer que l'opinion internationale et ces pays du nord qui se proclament démocrates puissent soutenir les putschistes de septembre 2002 contre le président démocratiquement élu Laurent Gbagbo ?

Les impérialistes et l'Onuci ont refusé de désarmer les rebelles de la zone septentrionale avant les élections tout en exigeant leurs organisations. Ce plan d'imposer ADO président est ici un peu plus limpide car organiser les élections avec le fusil braqué sur la tempe de l'électeur du président Laurent Gbagbo est un crime organisé.

Le mépris du Noir est une fois de plus affirmé. En occident, personne n'aurait accepté de voter dans ces conditions mais pour les nègres d'Afrique c'est normal et acceptable aux yeux des impérialistes.

Le soutien inconditionnel de la France et de l'Onuci aux putschistes ivoiriens contre le président Laurent Gbagbo, est confirmé par un fin connaisseur de l'Afrique, M. Philippe Evanno, chercheur à la Sorbonne, directeur de l'Institut de Prospective Africaine. Il a notamment été formé par Jacques Foccart et a collaboré avec lui jusqu'au décès de ce dernier. Invité de Yannick Urrien mercredi 8 décembre dans le magazine de 8h10, il déclara :

« L'ONU a été incapable de respecter ses engagements et d'assurer le désarmement des forces de la rébellion au nord. L'élection a eu lieu sous le contrôle des forces armées de la rébellion. Ce sont des seigneurs de la guerre, qui détournent les taxes et les impôts à leur profit, qui ont pris le contrôle du diamant et de différents minerais et contrôlent une partie du commerce du cacao. Cette rébellion au nord est une organisation politique, économique et militaire et elle est restée en place alors que différentes résolutions de l'ONU et différents accords internationaux prévoyaient que l'élection ne pourrait pas avoir lieu tant que le désarmement ne serait pas effectif » <http://www.kernews.fr/index.php?opt...menaces-en-cote-divoire—les-explications-de-philippe-evanno&catid=40:politique-eteconomie&Itemid=59>

Cette déclaration montre que les capitalistes occidentaux organisent un nouveau plan afin d'accroître le pillage des ressources naturelles de la Côte d'Ivoire en installant au pouvoir sur l'ensemble du pays ces seigneurs de la guerre dirigés par le tandem Ouattara-Soro qui contrôlent le nord du pays. Cette mafia organisée contre l'Afrique est révoltante et devrait être combattue énergiquement par tous les moyens. Le soutien des patriotes et progressistes africains à celui que les impérialistes vilipendent, l'insoumis Gbagbo, est un devoir militant. Il serait contradictoire de se retrouver dans le même camp que celui des partisans de l'asservissement de l'Afrique.

**2-** Dans la Vallée de Bandama le Candidat Ouattara a totalisé en réalité 149 598 voix. Cependant, la CEI régionale a communiqué à la CEI centrale 244 471 voix, soit une augmentation frauduleuse de 94.873 voix supplémentaires (Cf. tableau ci-dessous). [Cf. <http://www.ivoiredignite.com/index.php> ]

**3-** L'ancien premier ministre du Togo et Chef de la Mission d'Observation Electorale de l'Union Africaine (UA), Joseph Kokou Koffigoh, dans la lecture du rapport de sa mission du 30 novembre 2010 a signalé entre autres les anomalies dûment constatées en ces termes : « Le climat relativement lourd aux alentours des lieux de vote[...]

des actes de violence graves notamment des pertes en vies humaines, des atteintes à l'intégrité physique, des séquestrations, des intimidations, des tentatives d'enlèvement et de dégradation du matériel électoral. Autant d'éléments qui devraient faire l'objet d'une appréciation minutieuse de la part des organes compétents afin de déterminer leur impact sur le scrutin »

La Mission d'observateurs de l'Union Européenne régentée par la France et l'Onuci en la personne du représentant du Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki Moon, l'inconditionnel de Ouattara, M. Choi Young Jin, n'ont pas constaté ces actes gravissimes, organisés dans la zone du nord contrôlée par les putschistes d'ADO.

**4-** L'ampleur de la fraude et la participation active des impérialistes en faveur de leur poulain ADO a écœuré nombre d'ivoiriens qui habitent pourtant dans le Nord contrôlé par les putschistes de 2002. À ce sujet, un habitant de la ville de Bouaké Monsieur M D qui se réclame de rebelle écrit :

« d'importantes sommes d'argent, soit plus de 6 milliards de Francs CFA auraient été utilisés pour acheter les voix à raison de 20 000 Francs CFA par électeur. Les cadres de l'ONU et le personnel auraient engrangés plus 10 milliards de Francs CFA de corruption afin de proclamer Ouattara vainqueur et président de la république. « Comment les militants de Gbagbo ont été brutalisés, obligé à voter avec une arme sur la tempe ou battu jusqu'à mort ?

« Savez-vous qu'il y a eu bourrage d'urne au profit du candidat Ouattara, reconnu par des soldats de l'ONU et des observateurs internationaux ?

« Avez-vous le témoignage des observateurs des ONG africaines qui ont eux-mêmes subi et dénoncé les exactions des rebelles ?

« Gbagbo a gagné au même titre que Bush lors de son premier mandat V'lan....

« Savez-vous que les observateurs de l'UE sont restés dans les beaux quartiers d'Abidjan ?

« L'élection de Sarkozy ou Obama a-t-elle été proclamée dans son QG ou dans un Hôtel de la place au devant des médias étrangers autres que nationaux en prenant de force tout seul le président de la commission électorale indépendante ?

« Je vous rappelle que la commission électorale indépendante, suite à des accords politique, est à 90% de l'opposition. Ils sont plus préoccupés par leurs intérêts partisans que de s'occuper de la neutralité de leur mission.

« Le conseil constitutionnel, seul habilité à déclarer un candidat vainqueur ou non, au lieu de médias étrangers ou de présidents d'autre Etats.

« Les médias français et les hommes politiques savent quels intérêts ils recherchent en diffusant de telles informations infondées. Il serait sage d'aller à la source que de répéter ces grossiers mensonges de dénigrement »

**5-** Dans sa Conférence de presse au QG de la majorité présidentielle sur la situation en Côte-d'Ivoire, son porte-parole Monsieur Pascal Affi N'Guessan déclara : « Dans les zones Centre Nord et Ouest (CNO), sous contrôle des Forces Nouvelles, les conditions d'une élection libre, juste et transparente n'étaient pas réunies. En effet, en violation de l'Accord Politique de Ouagadougou et du Code électoral, les Forces Armées des Forces Nouvelles, qui étaient pourtant présumées encasernées et désarmées, ont semé la terreur et la désolation contre des populations cibles. Ainsi, les agents électoraux et les représentants de LMP dans les bureaux de vote ont été chassés, les empêchant d'exercer leur mission. Des militants et sympathisants de LMP ont été sauvagement battus à sang, humiliés et séquestrés. Le pronostic vital est même en jeu pour certains et leur état nécessite donc une évacuation urgente vers des établissements sanitaires spécialisés à Abidjan. A l'heure actuelle , des dizaines de proches de La Majorité Présidentielle demeurent encore otages des Forces Armées des Forces Nouvelles à Bouaké, Korhogo, Man , Zuénoula , Odiénné, Ferké, Boundiali » [Cf. <http://cote-ivoire.com/1185/politiqu...> dinvoire ]

Les deux premiers témoignages poignants précédents en l'occurrence celui d'un rebelle ivoirien et d'un résident étranger dans le pays, parmi tant d'autres, illustrent incontestablement le coup d'État électoral « France-onusien » contre le Président Laurent Gbagbo et le peuple ivoirien. En effet, on ne pourrait accuser ces hommes ulcérés par l'ampleur du hold-up électoral, d'être des partisans du Président Laurent Gbagbo.

L'acte posé par le rebelle ivoirien du nord a le mérite de prouver qu'une certaine conscience patriotique et nationaliste existe dans la zone du Nord. Ces patriotes du nord menacés par les partisans d'ADO et certainement pris en otage, n'accepteraient pas ce plan impérialiste qui viserait à recoloniser ce riche pays et de surcroît dans le lequel des gisements colossaux de pétrole seraient bientôt extraits.

Il serait plus rentables pour les multinationales capitalistes d'avoir durant cette période de boum pétrolier un de leurs valets à la présidence du pays. ADO leur assurera le pillage sans se soucier des millions de barils de brut qui seront extorqués au peuple ivoirien. Le Président Laurent Gbagbo qui refuse d'être un vassal, mérite par conséquent d'être éliminé par tous les moyens avant que le brut ne coule à flot.

La malédiction pétrolière et la boulimie des impérialistes pour l'or noir, continuent d'exterminer les peuples africains. C'est le cas du Tchad avec le despote Déby imposé et soutenu militairement par la France depuis 20 ans et dont les assassinats sont estimés à plus de 31 000 morts selon les associations des droits de l'Homme. La mobilisation occidentale sur le thème du respect de la démocratie en couronnant frauduleusement Ouattara, n'a rien à voir avec les intérêts du peuple ivoirien. L'odeur du pétrole a inhibé chez les impérialistes leur sens de la défense de la démocratie. Il serait plutôt honnête pour eux de dire « proclamons Ouattara président de la côte d'Ivoire pour garantir démocratiquement le pillage du pétrole » au lieu de « Laurent Gbagbo doit respecter la volonté du peuple exprimé par la CEI ». La vraie volonté du peuple est pourtant celle exprimée par le Conseil constitutionnel.

Dans un important article du 3 décembre 2010 du site abidjan.net, une analyse mathématique des résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle, intitulé « Youssouf Bakayoko dévoile une fraude de 500 000 votants fictifs dans les zones CNO », relève l'ampleur des fraudes massives du candidat Ouattara.

Ce hold-up électoral que voudrait couvrir la France et l'Onuci ne peuvent résister à l'épreuve des faits réels ci-dessous. Nous vous suggérons de lire l'intégralité de l'article via le liens ci-dessous. Vous serez édifiés à plus d'un titre :

**6-** « Puisque plusieurs preuves d'irrégularités, exactions et tricheries témoignent d'un vote non démocratique dans les zones CNO, nous sommes en droit de penser qu'il y a eu fraude massif de plus de 500 000 voix, ce qui pourrait s'interpréter aussi que les zones CNO hors région vallée du Bandama ont votés deux fois le même jour, dans les mêmes urnes !!!!

Catastrophe démocratique ! A qui profite cette fraude à grande échelle ? La réponse à cette question est immédiate : Alassane Ouattara, si l'on se réfère au déroulement des événements ces derniers jours.

Quel serait donc le vrai score d'Alassane Ouattara sur la même base des données de Youssouf BAKAYOKO ? Il nous suffit pour cela de retirer les 9,35% votants sur les voix d'Alassane Ouattara. On obtient le tableau ci-après :

Total Inscrits : 5 784 490

GBAGBO LAURENT : 2 107 055, soit 52,04%

ALASSANE OUATTARA : 1 942 088, soit 47,96%

Total : 4 049 143, soit 100%

Taux Participation : 70,00%

Ecart de voix dues au bourrage des urnes en zone CNO : 541 076

Conclusion 2 : LAURENT GBAGBO est le réel vainqueur de ces élections, sur la base des données communiquées par Youssouf BAKAYOKO ».

[Source : abidjan.net du 3 décembre 10 Site : <http://news.abidjan.net/h/382051.html> ]

Les Africains sont mûres et ne sauraient accepter indéfiniment ces humiliations permanentes, qui malheureusement sont portées par les collaborateurs de l'impérialisme. Des faits similaires des collabos ont eu lieu en France lors de l'occupation nazie. Ces derniers ont contribué à la domination de l'hexagone par les Nazis. En Afrique ces collabos renforcent la domination néocoloniale de la France et garantissent le pillage des ressources naturelles des États. En contre-partie, les dictateurs ou plus exactement les « délégués généraux de la Françafrique » sont assurés de conserver le pouvoir pendant plusieurs décennies.

Dans un souci de ramener la paix en Côte d'Ivoire, l'insoumis Laurent Gbagbo a tendu la main aux putschistes d'hier, accepté d'organiser l'élection présidentielle dans ces conditions effroyables et enfin nommé de surcroît Monsieur Guillaume Soro le Chef des putschistes au poste de premier ministre.

Aujourd'hui, nous constatons avec amertume que le complot impérialiste planifié depuis de nombreuses années contre le peuple ivoirien a atteint son objectif : ADO du Rassemblement Des Républicains (RDR) et Guillaume Soro, son bras armé des Forces nouvelles (FN), sont respectivement Président autoproclamé par la CEI, et premier ministre. Ce cas inédit de la nouvelle stratégie de l'impérialisme afin d'éliminer « démocratiquement » les patriotes africains fera jurisprudence si ce test réussi. Cela est insupportable !

La mauvaise volonté de la France et de l'Onuci, s'était manifestée depuis l'éclatement du coup d'État avorté du RDR de Ouattara et de son bras armé les Forces nouvelles de Guillaume Soro contre le président Laurent Gbagbo.

La zone du nord contrôlée par les putschistes est sanctuarisée par la France et de l'Onuci qui refusent de désarmer les rebelles avant le scrutin présidentiel. Ces deniers se sont par ailleurs, renforcés militairement en prévision de ce hold-up électoral du 28 novembre 2010, planifié de longues dates par la Françafrique et l'Onuci. Le président Laurent Gbagbo a toujours manifesté sa prédisposition et sa bonne volonté à ramener la paix en Côte-d'Ivoire. À cet effet, jamais un homme d'État africain n'a accepté de faire autant de concessions voire humiliantes comme l'a fait le dirigeant insoumis à la Françafrique.

Le Président Laurent Gbagbo a toléré l'existence d'une Commission Electorale Indépendante (CEI) dont la composition n'est guère en sa faveur. En effet, sur les 32 membres, 27 appartiennent aux partis de l'opposition et notamment au Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), un conglomérat insipide de partis caractérisés par une alliance contre nature mais qui soutient le candidat Ouattara. Les 5 autres membres appartiennent à la majorité présidentielle de Laurent Gbagbo. De plus, sur les 4 Vices-présidents de cette institution, un seul appartient à la majorité présidentielle. Enfin, il conviendrait aussi de souligner que la CEI, appendice du RDR du Candidat Ouattara, a pour président Youssouf Bagayoko, un autre élément du RHDP et proche de Ouattara.

Au niveau du Conseil constitutionnel, une copie conforme de celui de la France, ses 13 membres sont désignés par le président de la république et de l'assemblée nationale. Leurs décisions sont sans recours comme en France, qui refuse pourtant de reconnaître ce droit au peuple ivoirien. De plus, il n'appartient pas aux présidents Sarkozy et Obama, ni à aucun autre dirigeant, aussi puissant soit-il, de contester une décision de la plus haute juridiction de la république de Côte d'Ivoire. Ces ingérences flagrantes de la France et des autres impérialistes sont intolérables et révoltantes.

Au demeurant, il serait utile de rappeler que l'ancien président, Henri Konan Bédié était l'initiateur de la notion d'« ivoirité » lors de la campagne présidentielle de 1995, afin d'exclure de la course à la présidence monsieur Ouattara. Par quelle volte-face celui à qui il contestait la nationalité ivoirienne et l'a contraint à l'exil, serait-il devenu aujourd'hui à ses yeux un président légitime de la Côte d'Ivoire ?

Inversement, c'est l'insoumis Laurent Gbagbo, qui, sous sa présidence, avait tout mis en œuvre pour le retour d'exil de Ouattara. Ce dernier non seulement a fait preuve d'une ingratitude déconcertante, mais s'est allié aux impérialistes pour abattre son « sauveur ». Rappelons qu'en 1992, l'opposant d'alors Laurent Gbagbo fut emprisonné. Le président Félix Houphouët Boigny a ordonné au premier Ouattara de signer le décret de son arrestation.

Les véritables concepteurs et exécuteurs du drame ivoirien, est la nébuleuse Françafrique de Chirac à Sarkozy à laquelle vient s'ajouter leur alliée qui est l'ONU, laquelle est dominée par les puissances impérialistes occidentales, notamment les USA.

La nouvelle stratégie impérialiste expérimentée en Côte d'Ivoire consiste à nier l'existence des États africains et leurs institutions. Nous devons refuser que nos dirigeants soient préalablement et officiellement « certifiés » par les observateurs de l'ONU avant d'être investis présidents. Les peuples français, anglais, allemands, étatsuniens... accepteraient-ils que leurs présidents et leurs institutions soient imposés par des organisations internationales ou un État tiers aussi puissant ne fut-il ?

La souveraineté fondamentale d'un État, est l'existence de ses institutions et surtout leur respect et application. L'impérialisme à travers l'exemple ivoirien dénie aux États africains le droit d'exister car la décision du Conseil constitutionnel d'investir président le Candidat Laurent Gbagbo, est balayée d'un revers de la main par l'impérialisme français soutenu par l'ONU en autoproclamant président leur poulain Ouattara.

Au lendemain de cette décision française, les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) réunis à Abuja avaient apporté mécaniquement leur soutien à Alassane Ouattara, demandant à Laurent Gbagbo de quitter le pouvoir sans délai. De plus, l'organisation panafricaine a annoncé la suspension de la Côte d'Ivoire de toutes ses instances. [BBC Afrique des 7et 9 décembre 2010].

Il est regrettable que certaines institutions panafricaines Union Africaine (UA), et la CEDEAO, soient infiltrées par certaines personnalités qui appartiendraient à la nébuleuse mouvance de la Françafrique. Ces dernières auraient pesé de tout leur poids afin d'aligner ces organisations panafricaines derrière les positions des impérialistes (France-Usa). Ces comportements néfastes de certains dirigeants africains ont été à l'origine du retard que nous connaissons dans la réalisation des États-Unis d'Afrique (EUA).

Le mutisme observé par certains dirigeants africains face au lynchage médiatique et aux menaces contre l'insoumis Laurent Gbagbo par l'impérialisme occidental, est condamnable.

De ce qui précède, il est incontestable que l'Afrique continue d'être sous domination intégrale de l'impérialisme occidental capitaliste qui régente son existence. En effet, nombre de nos dirigeants, qui sont par ailleurs imposés par les puissances du nord font l'objet des pressions et menaces permanentes pour qu'ils appliquent les résolutions de leurs maîtres.

Les impérialistes occidentaux sont solidaires entre eux afin d'abattre un patriote africain, l'insoumis Laurent Gbagbo. Pourquoi ne ferions-nous pas autant afin de défendre un des nôtres ? Et, de régler nos problèmes internes sans ingérences des anciennes puissances colonisatrices ?

La dignité et l'honneur de l'Afrique sont une fois de plus bafoués par cet alignement systématique sur la volonté occidentale et surtout l'exécution d'une décision contraire à nos intérêts et à notre avenir.

Dans sa déclaration à la presse du 4 décembre, le président autoproclamé ADO a ajouté un vocabulaire nouveau dans les annales des élections africaines : « la certification de sa victoire par l'ONU ». Comment pourrait-on s'enorgueillir d'être investi président d'un État souverain par les puissances étrangères impérialistes capitalistes, et ce contre la volonté du peuple qu'il aspire gouverner ? N'avoue-t-il pas de facto que sa légitimité lui est octroyée par les puissances étrangères et non par le peuple ivoirien ?

Il est de notoriété publique que les seuls intérêts de ces capitalistes, demeurent l'exploitation des pays africains en favorisant les hold-up électoraux en faveur de leurs poulains ou en maintenant les dictateurs défenseurs des pillages de nos ressources, tel est le cas du despote Déby au Tchad.

La certification dont se vante le candidat Ouattara serait plutôt une insulte des impérialistes à l'encontre des Africains qui seraient selon eux des handicapés qui devraient être placés sous tutelle onusienne. Au rythme de ce mépris croissant des impérialistes envers l'Afrique, ces derniers procéderaient bientôt à notre humiliation politique jamais égalée : ils désigneraient préalablement par « certification » de l'ONU les hommes politiques à leur convenance, puis les résultats des votes seraient eux aussi sanctionnés par une autre « certification made in ONU ». Aucun peuple au monde ne saurait accepter un tel mépris, ramenant l'africain au stade animal qu'il faudrait apprivoiser. Une « certification » des personnalités africaines pourrait être assimilée à un label décerné à un objet, une plante ou un animal. On voit dans cette notion de « certification », un haut degré de mauvaise considération de l'Africain par l'impérialisme occidental. Il serait indécent de se glorifier face à cette injure qui infantilise davantage le continent noir.

La jubilation de Monsieur Ouattara de s'autoproclamer président de Côte d'Ivoire est un aveu public et incontestable qui confirme son appartenance au camp impérialiste exploiteur des peuples africains. À l'opposé, la campagne guerrière déclenchée par les puissances impérialistes contre le président légal légitime Laurent Gbagbo, proclamé par la décision du Conseil constitutionnel ivoirien, témoigne si besoin est, que ce patriote africain serait préjudiciable à leurs intérêts mais bénéfiques à ceux des ivoiriens. Il serait par conséquent suicidaire pour notre continent de voir certains de nos compatriotes se retrouver consciemment, inconsciemment ou par mercantilisme politique dans le même camp que celui de nos oppresseurs et leurs valets locaux, responsables de la situation dramatique que vivent les masses populaires africaines.

Dans cette lutte politique contre les multiples ramifications françafricaines et impérialistes, notre engagement dans le camp des patriotes africains progressistes ou anti-impérialistes qui sont vilipendés par les impérialistes, doit être sans ambiguïté. Quelles que soient nos divergences politiques, ethniques, religieuses, notre devoir

militant est de lutter aux côtés des peuples opprimés et de leurs dirigeants désignés à la vindicte de la communauté internationale par les impérialistes.

Le cas récent du président du Zimbabwe, un autre insoumis, M. Robert Mugabé, donne matière à réfléchir. En effet, sa courageuse décision de nationaliser les terres fertiles d'une poignée de 4000 fermiers blancs, vestiges de la colonisation britannique, a déclenché une campagne haineuse sans précédent des occidentaux contre sa personne et un blocus économique du pays. De plus, leur laquais M. Morgan Tsvangirai, est massivement soutenu par l'occident jusqu'à faire de lui premier ministre. Cette situation ressemblerait étrangement à celle de la Côte-d'Ivoire. Cependant, nous souhaitons que le peuple ivoirien derrière le président Gbagbo mette en échec un tel projet suicidaire pour le pays.

Tous les dictateurs qui essaient le pré-carré français d'Afrique à l'instar du despote Déby au Tchad, n'ont jamais été victimes de croisades guerrières comme le sont ou l'étaient les insoumis incarnés par : Laurent Gbagbo, Robert Mougabé, Thomas Sankara, Marien Ngouabi, Sékou Touré, Amilcar Cabral, Agostino Neto, Samora Machel, Kwame Nkrumah, Gamal Abdel Nasser, Patrice Emery Lumumba, Ruben Um Nyobe, Chris Hani, Patrice Lumumba, Félix Roland Moumié, Mouammar Kadhafi, Ernest Ouandié, Eduardo Mondlane, Oliver Tambo, Cheick Anta Diop, Houari Boumediene, Mongo Beti, ... Certains d'entre eux furent lâchement assassinés par l'impérialisme français parmi lesquels Thomas Sankara, et Marien Ngouabi qui demeurent des héros et modèles pour les peuples d'Afrique.

Nous avons le devoir militant révolutionnaire et panafricain de soutenir la lutte anti-impérialiste du président Laurent Gbagbo et du peuple frère de Côte d'Ivoire afin qu'un nouveau crime crapuleux et planifié de la Françafrique ne vienne faucher ce dernier en plein combat de libération nationale.

La France continuera à justifier sa position anti-Gbagbo par l'argument du respect de la « volonté du peuple ivoirien » en défendant le hold-up électoral de Ouattara. Elle a réussi provisoirement à rallier à sa croisade les pays alliés impérialistes et en « exerçant de fortes pressions sur les États africains » Cette mobilisation sans précédent de l'Élysée en faveur de Ouattara, prouve la « menace » que présenterait pour les intérêts de la France la victoire de du candidat Gbagbo mais aussi et surtout que cela risquerait d'inspirer d'autres Hommes politiques du pré-carré qui voudraient s'affranchir de cette encombrante tutelle française.

Dans cette sous région d'Afrique occidentale, l'avènement de la révolution populaire et démocratique au Burkina Faso dans les années 80 sous la direction du charismatique Capitaine Thomas Sankara, a donné des insomnies aux régimes inféodés à la Françafrique dont celui du président Félix Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire.

Le Capitaine Thomas Sankara acquiert une audience panafricaine, toute la jeunesse du continent lui voue une admiration sans borne. Selon les organisations de la mouvance Sankariste, l'impérialisme, français craignait une dangereuse contamination révolutionnaire dans son pré-carré. Il aurait été ainsi complice de l'assassinat de ce héros africain, le 15 octobre 1987, en passant par le président Félix Houphouët-Boigny et son proche compagnon, le Capitaine Blaise Compaoré, actuel Chef d'état du Burkina Faso.

Dans le même registre des assassinats impérialistes des dirigeants insoumis africains, citons le rôle néfaste et la complicité des casques bleus de l'ONU au Congo. C'était sous leur déploiement que fut assassiné Lumumba. La présence de l'Onuci, appuyée par les troupes françaises de l'opération Licorne basée dans le pays est un danger réel pour la souveraineté, la sécurité du pays et la vie du président Gbagbo. En effet, l'agression des troupes françaises contre le peuple ivoirien en novembre 2004, s'était traduite par le bombardement des avions des Forces aériennes ivoiriennes par des mirages de l'armée française, détruisant deux avions de type Soukhoï et les hélicoptères MI-24 de fabrication soviétique. Ces mêmes Forces françaises avaient tiré sur les jeunes manifestants ivoiriens contre cette agression, faisant plusieurs morts et blessés. Une armée d'occupation coloniale est un véritable danger pour la souveraineté du pays. Le Général de Gaulle n'avait-il pas fermé en 1966 les nombreuses bases militaires étatsuniennes dans l'hexagone ?

Au Tchad, notre Parti, ACTUS/prpe exige depuis de nombreuses années la fermeture inconditionnelle des bases militaires françaises dans le pays car ses multiples interventions aux côtés de l'armée du dictateur Déby contre les Forces de résistance nationale, ont empêché la chute tant implorée du tyran par notre peuple. Il est indéniable de constater la dangerosité de la présence des troupes coloniales françaises d'occupation sur le sol africain.

L'objectif premier des puissances impérialistes est de continuer à piller exponentiellement nos ressources naturelles, en imposant les dictateurs ou Présidents Génétiquement Modifiés (PGM) aux masses populaires. Les capitalistes suivraient ainsi la traçabilité de leurs pillages et le degré de soumission de leurs petites créatures qu'ils n'hésiteraient pas à évincer en cas de faible rentabilité, c'est-à-dire baisse des ressources pillées.

Désormais, les puissances impérialistes exporteront des Elections Génétiquement Modifiées (EGM) car selon les déclarations de M. Jacques Chirac, ancien Président français en 1990 à Abidjan : « L'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie » ou celle de son successeur Nicolas Sarkozy dans son discours à Dakar en juillet 2007 :

« l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire ». Ces propos humiliants et méprisants reflètent exactement le profond sentiment des impérialistes occidentaux à l'encontre des populations noires et du continent africain.

Ce sentiment de considérer les Africains comme des sous-hommes voire des animaux, a conduit à l'implication de la France et sa complicité dans le génocide au Rwanda. L'Association survie écrit à ce sujet : « Le Génocide des Tutsi au Rwanda a fait entre 800 000 et 1000 000 de victimes, hommes, femmes, et enfants, massacrés dans des conditions atroces, sous prétexte d'être Tutsi ou pour s'être opposés à cette extermination (...) Ce génocide a duré 3 mois du 7 avril au juillet 1994

Sources : Association Survie et Commission d'Enquête Citoyenne(CEC), Site :

[http://survie.org/IMG/pdf\\_4\\_pages\\_R...](http://survie.org/IMG/pdf_4_pages_R...)

et <http://cec.rwanda.free.fr/index.html>

La croisade internationale dirigée par la France contre le président légal et légitime de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, vise à le mettre au banc de la communauté internationale. Le soutien des puissances impérialistes au gouvernement illégal et illégitime de Ouattara dans le même pays risquerait de déclencher un second génocide. En effet, à l'instar du Rwanda où la France dispose d'environ d'environ 1000 militaires et une base dans le pays, les ingrédients d'une telle explosion seraient grande.

L'opinion africaine se souvient encore de la terrifiante phrase prêtée au président Mitterrand à propos du génocide rwandais : « Dans ces pays-là, un génocide n'est pas trop important » [Courrier International du 9 avril 2004].

A Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'UE réunis en conseil, ont arrêté une série de sanctions contre la Côte d'Ivoire. Fort du soutien impérialiste, le candidat malheureux Ouattara et le RHDP appellent leurs partisans à occuper les bâtiments gouvernementaux, la télévision d'État, le siège du gouvernement [Bbc Afrique et Reuters du 13 décembre 2010].

Cette provocation ne serait-elle pas le détonateur d'une intervention militaire directe de la France sous couvert de l'Onu ? Les patriotes africains ont le devoir d'empêcher un tel génocide impérialiste par procuration via le tandem Ouattara-Soro qui ne mérite nullement notre soutien. Nous devons être aux côtés de la légalité et de la légitimité institutionnelle, incarnée par le président Gbagbo.

Les impérialistes péorent leur victoire après la publication de la résolution du Conseil de sécurité sur la Côte d'Ivoire qui reconnaît le président Ouattara et menaçant l'insoumis Laurent Gbagbo. À ce sujet, il conviendrait de souligner que la notion de « Communauté internationale » si chère aux puissances occidentales est une mascarade pour justifier l'indéfendable et l'injustice caractérisée afin d'imposer Ouattara à la présidence du pays. En effet, sur les 192 États membres de l'ONU, seuls 5 sont membres permanents du conseil de sécurité. Ils disposant du droit de veto et imposent leur volonté aux 187 autres. Cette anomalie historique est anti-démocratique car la majorité des pays est inexistante dans la prise des décisions, qui parfois les concernent directement. Parmi ces 5 membres permanents du Conseil de sécurité, la France et les USA qui en font partie, sont à la pointe ces derniers jours de la croisade anti-Gbagbo.

La notion de « Communauté internationale » sous-entend en réalité « La dictature des puissances occidentales sur le reste du monde et en particulier sur les pays d'Afrique ». En conclusion, le gouvernement légitime et légal du président Laurent Gbagbo ne saurait être seul et avoir contre lui tous les autres pays. Les réserves exprimées par la Russie, la Chine populaire et les autres membres non permanents du Conseil de sécurité au projet de résolution sur la Côte d'Ivoire, a retardé son adoption en l'état par le Conseil de sécurité de l'ONU.

De nombreux exemples de la prétendue « défense de la démocratie », martelée par la France, sont battus en brèche par son soutien permanent, inconditionnel et multiforme apporté à de nombreuses élections frauduleuses en Afrique, qu'elle qualifie de « démocratiques ».

La mission d'observateurs des électeurs européens (MOE) a relevé de nombreuses irrégularités (intimidations des électeurs, interventions des Forces gouvernementales dans les QG des partis de l'opposition, fraudes massives, achats des voix...) lors des élections présidentielles de mars 2010 au Togo, consacrant la victoire (hold-up) de Faure Gnangbé.

Les mêmes constats ont été faits lors des élections présidentielles au Gabon en 2009, au Burkina en novembre 2010, au Congo Brazzaville en 2009, au Tchad en 2005, en Centrafrique en 2005... mais la France est demeurée aphone, aveugle et ne s'était guère manifestée pour invalider les résultats records généralement dès le premier tour. Les Candidats malheureux de l'opposition qui furent non « Certifiés ou labellisés Françafrique » par l'ancienne puissance coloniale ont été spoliés de leurs victoires réelles.

Revenons au Tchad où, depuis 20 ans, le dictateur Général-président Déby qui n'a jamais remporté démocratiquement aucune élection présidentielle, est paradoxalement vainqueur grâce aux fraudes aux hold-up massifs, assassinats des citoyens de l'opposition, bourrages des urnes, achats des voix, incarcérations des candidats de l'opposition...

Les rapports des observateurs électoraux et des associations des droits de l'homme ont fait mention de ces faits gravissimes. Par exemple aux élections de 1995 et de 2001, les candidats de l'opposition respectivement le Général Kamougué et le Député Yorongar avaient remporté 53% et 61 % selon les estimations directes des urnes [sondages sortis des urnes]. Cependant, le dictateur Déby grâce aux fraudes massives, s'était autoproclamé président.

Le député Yorongar, quant à lui, a reçu des menaces du despote Déby, retranché avec des chars dans la banlieue de la capitale et envisagerait de marcher sur la ville si le député était proclamé vainqueur. Après cet ultimatum, il fut incarcéré et torturé. Où était la France, pays défenseur des droits de l'homme ? Pourquoi a-t-elle été aphone et aveugle face à ces faits gravissimes ?

L'hypocrisie permanente de la défense de la démocratie en Afrique dont les différents gouvernements français se targuent, ne continuera pas à résister aux confrontations des faits réels. Cette imposture politique montre que la Françafrique soutient et impose aux peuples ses valets en couvrant l'abomination dans son pré-carré d'Afrique. L'Elysée n'a jamais mis en cause ces pseudos-élections présidentielles au Tchad. De plus, la France, un pays démocratique, apporte son appui militaire, diplomatique et financier au dictateur Déby. Ce qui permet au despote d'assurer sa longévité au trône.

La mobilisation générale du camp impérialiste par le président Sarkozy contre le président Laurent Gbagbo en faveur du valet Ouattara, procède de la même logique : celle d'écarter les candidats qui risqueraient de porter préjudices ou qui ne garantiraient pas suffisamment ses intérêts.

La France a aussi expérimenté dans son pré-carré une nouvelle forme de « démocratie familiale » ou de « démocratie dynastique » qui a permis d'imposer aux peuples grâce à un habillage pseudo-démocratique, les fils

des anciens présidents demeurés loyaux à la puissance coloniale. C'est ainsi que M.Ali Bongo et Faure Gnangsbé ont pu succéder respectivement à leurs pères Omar Bongo et Eyadema Gnangsbé. Ces mascarades de votes ont été avalisées d'abord par la France, suivis systématiquement par les autres puissances impérialistes.

Les dirigeants africains membres de la Françafrique sont assurés d'être élus présidents à vie grâce aux hold-up électoraux, achats des voix, assassinats... sous l'œil bienveillant de ceux-là-même qui ont déclaré « wanted » le président Laurent Gbagbo qui a pourtant remporté démocratiquement la présidentielle du 28 novembre 2010 avec 51.45% contre 48,55% à son rival Ouattara, résultats proclamés par le Conseil constitutionnel le 3 décembre dernier.

L'incontestable victoire du président Laurent Gbagbo est irréversible. La constitution ivoirienne est écrite, appliquée et respectée par et pour les ivoiriens, qui ont le droit suprême de défendre leurs institutions. Il conviendrait ici de rendre un vibrant hommage aux Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI), les autres Forces de défense et de sécurité (Gendarmerie, Police, Douanes...) qui sont demeurées loyalistes au régime légitime et légal du président Laurent Gbagbo et au gouvernement du premier ministre le Professeur d'économie à l'université d'Abidjan, M.Aké N'Gbo.

Dès l'annonce de la victoire du Président Laurent Gbagbo par le Conseil constitutionnel, toute la hiérarchie militaire est venue au palais présidentiel féliciter le vainqueur. Elle a fait allégeance. Au nom des FACI, le Chef d'état-major des Armées, le général de corps d'armée Philippe Magou a prêté serment de fidélité au président Laurent Gbagbo en affirmant que l'armée se tenait à sa disposition.

Au cours de la cérémonie de présentation du drapeau au nouveau ministre de la défense M. Alain Dogou par son prédécesseur, Michel Amani N'Guessan, Le nouveau patron des armées a déclaré : « Votre devoir est de défendre la Constitution ivoirienne », Cette importante cérémonie a eu lieu en présence de tous les chefs militaires dont le général de corps d'armée, Chef d'état-major, Philippe Magou, le général de corps d'armée, Commandant supérieur de la gendarmerie Tiapé Kassaraté... »

[Source : <http://news.abidjan.net/article/?n=...> 08/12 ]

Pendant ce temps, le gouvernement illégal, illégitime et virtuel du duo Ouattara-Soro que tentent péniblement d'imposer la France et les autres puissances impérialistes, reste barricadé dans l'hôtel du Golf et QG de campagne du candidat ADO, sous protection des casques bleus de l'Onu. Tournant en rond dans leur bunker-hôtel et assailli par l'oisiveté, ce gouvernement fantoche, soutenu par l'étranger n'a pas le soutien du peuple et moins encore de celui des Forces armées ivoiriennes. Le 9 décembre dernier, le premier ministre virtuel Guillaume Soro du gouvernement virtuel, a lancé un appel désespéré aux Forces de défense et de sécurité de reconnaître le président virtuel Ouattara. Peine perdue, car les Forces de défense et de sécurité sont légalistes, par conséquent elles défendent le gouvernement constitutionnel du président Gbagbo. Cet appel sonne déjà comme un aveu d'illégitimité et d'illégalité du putschiste Soro, de son gouvernement virtuel et fantoche qui serait en villégiature au grand hôtel du Golf aux frais des contribuables onusiens.

La réponse vigoureuse des Forces de défense et de sécurité, une véritable déclaration de guerre aux putschistes suite à l'appel de M.Soro, ne s'est pas faite attendre. En effet, le lendemain 10 décembre 2010, le Général Dogbo, Commandant de la Garde républicaine, au cours d'une réunion avec les Officiers, Sous-officiers et soldats, galvanisa son public en ces termes patriotiques et martiaux qui forcent l'admiration des révolutionnaires africains :

« [...] Que tous ceux qui sont en train de faire ce complot contre la Côte d'Ivoire, en passant par Hôtel Sebroko (siège de l'Onuci), Hôtel du Golf, Abuja et l'ONU sachent que nous les attendons. Qu'ils se rendent compte qu'ils ne rendent même pas service à ceux qu'ils veulent mettre au pouvoir de force, au mépris des lois de notre pays. Si la bataille doit avoir lieu, il faut qu'elle fasse rage ! Et il faut que vous vous montriez à la hauteur de cet ultime combat de libération. Nous attendons les comploteurs au coin de la rue. Nous les attendons sur le terrain.

« [...] L'Hôtel du Golf est maintenant devenu un refuge de bandits. Et je crois qu'à la longue, il faut que nous nous préparions à libérer ce lieu de façon brutale. Parce que c'est un peu trop facile. Il faut qu'on leur montre le contraire. Officiers, Sous-officiers, militaires de rang de la « Garde républicaine », cette réunion d'aujourd'hui n'est pas une réunion comme on en a l'habitude, mais c'est un message que je voulais porter à votre connaissance. Face à la situation de mépris révoltante à laquelle nous faisons face, je vous demande de vous conditionner pour le combat ultime de la Côte d'Ivoire. » [ Source : Nerrati ]

La légalité et la légitimité d'un gouvernement doivent et ne peuvent être que l'émanation du respect des institutions et leurs applications par le peuple, et non un chapelet des menaces, ultimatums et autres oukaz des pays étrangers, fussent-ils puissants, ou des organisations internationales qui sont au service de ces derniers. Le peuple français accepterait-il que les institutions internationales invalident les décisions de leur Conseil constitutionnel en imposant un président contre son choix ?

La réponse serait incontestablement, Non ! Alors, pourquoi le président Sarkozy ne reconnaîtrait-il pas ce droit intangible au peuple ivoirien qui a choisi démocratiquement et institutionnellement son président, l'insoumis Laurent Gbagbo, en lieu et place de Ouattara le candidat de la France et des puissances impérialistes étrangers ?

Voudrait-on expérimenter en Afrique la « Gouvernance mondiale » par les institutions internationales et que les lois nationales seraient subordonnées aux décisions des États impérialistes puissants qui dirigent l'ONU ? Ne serait-il pas plus raisonnable pour les alliés de Ouattara de reconnaître qu'il serait impossible d'imposer à un peuple un pouvoir quel qu'il soit contre sa volonté ?

Un tel gouvernement serait un corps étranger dans l'organisme ivoirien qui réagirait en le neutralisant ; par conséquent il ne pourra jamais gouverner. Son échec est donc incontestable.

La belle vie, digne de stars de Hollywood que mènent les membres de ce gouvernement oisif et fantoche dans ce luxueux hôtel du golf, serait-elle financée indéfiniment par l'Onuci ? Ces colossaux fonds ne seraient-ils pas plus utiles aux véritables projets de développement énoncés par le président Laurent Gbagbo lors de sa campagne au lieu d'engraisser une horde de putschistes anti-constitutionnalistes sans véritables lendemains ?

Nous osons encore espérer que la prétendue communauté internationale reviendra sur sa décision. En effet, elle a été induite en erreur par la seule France, ancienne puissance colonisatrice qui voudrait à tout prix défendre ses intérêts particuliers, en liquidant l'empêcheur de tourner en rond, l'insoumis de la Françafrique, Laurent Gbagbo, au profit du soumis Ouattara.

La plate-forme minimale pour tout activiste et progressiste africain, en dehors de nos options idéologiques et confessionnelles, de nos origines socioculturelles, de nos couleurs, de nos nationalités..., c'est de lutter pour la souveraineté et la conquête de l'indépendance nationale totale de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique. À cet effet, soutenir l'insoumis Laurent Gbagbo mis au banc de la communauté internationale par les puissances impérialistes, est un devoir militant. Il serait indécent et réactionnaire de se retrouver dans le même camp que celui des oppresseurs capitalistes qui voudraient usurper la victoire du président Laurent Gbagbo en faveur du perdant, l'ancien dirigeant du FMI, M. Alassane Dramane Ouattara.

Il serait injuste de placer l'insoumis Laurent Gbagbo et l'ami des capitalistes financiers M.Ouattara au même diapason de la nature ou du degré de leurs relations avec les impérialistes.

Il serait plutôt rationnel et cohérent, stratégiquement, de faire avancer la cause de la lutte anti impérialiste, première étape vers la reconquête de la souveraineté et de la véritable indépendance nationale, préludes à des profondes transformations sociales en faveur des masses populaires africaines.

Le combat du peuple ivoirien contre la mainmise impérialiste sur le pays et cette tentative insidieuse de le placer sous tutelle des nations-unies afin de le piller davantage, est un crime contre l'humanité. L'Afrique dans un sursaut patriotique doit se ressaisir et être solidaire de cette lutte juste que mène le président Laurent Gbagbo ; car, si le cas inédit ivoirien réussit, les puissances impérialistes « Certifieront » ou « labelliseront » dans l'avenir toutes nos institutions, voire les Hommes politiques qui auraient préalablement le droit de militer politiquement en Afrique. Le continent sera vassalisé de plus bel, Aujourd'hui c'est la Côte d'Ivoire, à qui demain le tour dans l'agenda macabre de la France ?

Nous Africains, devons faire nôtre ce noble combat du peuple ivoirien, car il y va de l'avenir de notre continent.

A cet effet, notre Parti, ACTUS/prpe réitère sa solidarité militante anti-impérialiste et pour les États-Unis d'Afrique indépendants au peuple ivoirien.

Nous réitérons notre soutien militant et nos félicitations au Président Laurent Gbagbo, l'insoumis à la Françafrique pour sa réélection à la magistrature suprême de la république de Côte d'Ivoire.

Notre Parti, ACTUS/prpe lance un appel solennel à tous les patriotes, révolutionnaires, communistes, et progressistes africains de se mobiliser comme un seul homme aux côtés du peuple frère ivoirien et de son président Laurent Gbagbo, victimes d'un complot international impérialiste visant à s'accaparer du pays pour ses énormes richesses après la liquidation physique de son président et de tous les autres patriotes.

Le panafricanisme révolutionnaire qui a permis l'émancipation du continent doit retrouver toute sa vigueur d'antan face à la tentative de recolonisation de la côte d'Ivoire par la France, précédée de la mise sous tutelle des nations unies de ce pays africain.

Camarades Africains, nous ne pouvons demeurer spectateurs face à cette chronique annoncée du génocide impérialiste en gestation d'abord en Côte d'Ivoire puis sera étendu par la France au reste du pré-carré africain où les peuples luttent les armes à la main contre les dictateurs imposés par l'Elysée.

Les peuples africains doivent s'unir pour faire échec à ce projet contre le peuple ivoirien car il est dégradant, humiliant, infantilisant et déshonorant pour notre continent et les Africains.

Vive la solidarité de lutte anti-impérialiste et contre la Françafrique pour que vivent la Côte d'Ivoire et une Afrique véritablement indépendante.

Le 15 Décembre 2010

Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique

Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party

(ACTUS / prpe)

Le Secrétaire Général

General Secretary

D' LEY- NGARDIGAL Djimadoum

<http://guerre.libreinfo.org:80/controle-populations/divers/456-cote-divoire.html>